



## Brown garantit à Bush plus de troupes en Afghanistan et la Grande-Bretagne ne se retirera pas d'Irak

Par [Paul Mitchell](#)

Mondialisation.ca, 23 juin 2008

[WSWS](#) 23 juin 2008

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Lors d'une conférence de presse commune avec le président américain George W. Bush hier, le premier ministre anglais, Gordon Brown, a annoncé que des troupes supplémentaires seraient envoyées en Afghanistan, portant le contingent anglais dans ce pays à « son niveau le plus élevé ».

À la suite de spéculations dans les médias sur un différent entre Londres et Washington quant aux déploiements de troupes en Irak, il a ajouté qu'il n'y avait aucun « calendrier » pour un retrait de troupes de ce pays. La Grande-Bretagne a encore 4200 soldats en Irak autour de Bassora et elle a pris part à l'offensive américano-iraquienne de la fin mars contre les miliciens chiites de la ville. Brown a aussi soutenu Bush qui veut que des sanctions plus fortes soient imposées à l'Irak parce que ce pays n'a pas mis fin à son programme d'énergie nucléaire.

Le secrétaire à la Défense Des Browne a par la suite déclaré au parlement que 230 soldats supplémentaires seraient envoyés en Afghanistan, portant le total à environ 8030 au début 2009.

L'édition du dimanche du journal *l'Observer* affirmait que Bush avait envoyé un « message sans détour » à Brown la semaine précédente, le mettant en garde contre une réduction supplémentaire des forces britanniques en Irak. La Maison-Blanche a essayé de désamorcer l'affaire en déclarant, « Ce qu'a dit le président est ce que le président a toujours dit et ce que le premier ministre Brown a dit depuis le début. » Downing Street a déclaré qu'il n'était pas dans la politique britannique d'établir des « calendriers arbitraires » pour un retrait des troupes.

À la conférence de presse, Bush a déclaré, « Je n'ai aucun problème avec la manière dont Gordon Brown s'occupe de l'Irak. Il a été un partenaire fiable. »

Il a enchaîné, « Je voudrais simplement vous rappeler que [Brown] a maintenu plus de troupes en Irak qu'il ne le prévoyait initialement. Comme moi, il prendra ses décisions d'après la situation sur le terrain sans calendrier artificiel basé sur la politique. »

Il a chaudement accueilli la promesse de Brown d'envoyer plus de troupes en Afghanistan et d'accentuer les sanctions contre l'Irak, le complimentant pour sa « fermeté contre le

terrorisme. »

À propos de l'Irak et de l'Afghanistan, Brown a déclaré, « Il y a encore du travail à faire, et la Grande-Bretagne joue, et continuera à jouer, son rôle. » Il loua Bush comme un « ami sincère de la Grande-Bretagne » et pour la « détermination sans faille qu'il a montrée en débûsquant le terrorisme partout dans le monde. »

Sur l'Iran, Brown a affirmé, « Je répéterai que nous prendrons toute mesure nécessaire pour que l'Iran soit conscient du choix qu'il doit faire : commencer à jouer son rôle comme un membre à part entière et respecté de la communauté internationale, ou être confronté à un isolement accru. »

La Grande-Bretagne pourrait insister pour que l'Europe impose « des sanctions supplémentaires » à l'Iran, a-t-il dit, en gelant les avoirs des plus grosses banques du pays et en imposant de nouvelles sanctions sur le pétrole et le gaz.

Bush a remercié Brown pour sa « déclaration forte » et a ajouté, « Les Iraniens doivent comprendre que nous sommes sérieux quand nous sommes unis et parlons d'une seule voix. » Il a dit, menaçant, qu'il était nécessaire de faire pression pour « résoudre ce problème diplomatiquement », mais que « les Iraniens [devaient] cependant comprendre que toutes les options [étaient] envisageables ».

Dans ses déclarations, Brown a donné à Bush tout ce qu'il demandait. Cela constitue un démenti pour ceux qui, dans l'élite dirigeante et dans une partie de la presse, espéraient que l'accession de Brown au poste de Premier ministre signifierait la fin de « l'erreur » de Tony Blair qui avait été d'aligner trop fidèlement la Grande-Bretagne sur les États-Unis.

Le soutien servile de Brown à Bush montre qu'il s'agissait de bien plus qu'une erreur politique de la part de Blair. Les deux hommes représentent l'élite financière dominante, dont l'objectif central est d'utiliser les relations avec Washington pour déployer une présence militaire et économique globale pour l'impérialisme britannique, tout en le renforçant vis-à-vis de ses principaux rivaux européens, l'Allemagne et la France. Et bien que les choses aient mal tourné, rien n'indique que dans les cercles dirigeants il y ait quelqu'un, et Brown moins que tout autre, pour offrir une perspective différente.

Les annonces de Brown ne font que mettre en lumière l'impotence de la perspective préconisée par la Coalition anti-guerre (StWC - *Stop the War Coalition*), qui a participé à l'organisation d'une manifestation anti-Bush dimanche en coopération avec la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND - *Campaign for Nuclear Disarmament*) et l'Initiative musulmane britannique. Au départ, il leur fut interdit de se rassembler à midi devant le Parlement ; la police autorisa finalement la manifestation en début d'après-midi, mais continua à leur refuser la permission de couvrir les quelques centaines de mètres les séparant de Downing Street, où Brown recevait Bush.

La StWC a été le principal bénéficiaire du mouvement massif contre la guerre en Irak et du désir largement répandu d'une alternative aux travaillistes qu'elle a généré. Un rôle essentiel y a été joué par le SWP (*Socialist Workers Party*) qui affirmait qu'il n'était pas possible que la lutte contre la guerre soit menée sur la base du socialisme. Il fallait selon lui formuler des demandes qui pouvaient être soutenues par tout le monde, y compris par une poignée de renégats du Parti travailliste, des fonctionnaires syndicaux, les libéraux-démocrates, les partis nationalistes, des conservateurs dissidents ainsi que les principaux

alliés de la Coalition : le CND et l'Association musulmane de Grande-Bretagne, un petit groupe d'islamistes arabes qui présentaient la guerre contre l'Irak en termes religieux.

La mainmise de Blair sur le pouvoir devenant de plus en plus instable, la StWC a promu l'idée que Brown, alors son chancelier, romprait avec des politiques qu'il avait complètement soutenues. Une lettre a été rédigée par Andrew Murray, chef du Parti communiste de Grande-Bretagne, et Lindsey German, organisatrice de la StWC et dirigeante du SWP, qui, tout en reconnaissant que « Brown a été la main droite du Premier ministre tout au long des décisions sur l'Irak et l'Afghanistan » affirmait que « néanmoins, nous avons la conviction que la pression populaire, combinée avec l'égoïsme électoral, peuvent forcer le gouvernement britannique à rompre avec les guerres de George Bush. »

Les interventions en Irak et en Afghanistan étaient décrites comme « les guerres de Bush » pour fournir une amnistie rétroactive à tous les travaillistes qui avaient voté en faveur de la guerre aux côtés de Blair et Brown.

La manifestation de dimanche a également vu le député anti-guerre Georges Galloway profiter de l'occasion pour semer des illusions dangereuses à propos du candidat démocrate à la présidentielle, Barack Obama. Il a réitéré les déclarations qu'il avait faites au début du mois sur *Arab TV* lorsqu'il avait dit, « Je prie pour la sécurité de Barack Obama, et je prie pour qu'il puisse faire évoluer l'attitude des États-Unis. Ainsi, alors que nous nous rapprochons des élections de novembre, et d'un véritable espoir d'une large victoire pour Obama, tout le monde va devoir trouver ses marques, et ces présidents fantoches, ces rois corrompus [du Moyen-Orient] pourraient se rendre compte que les choses ont changé, si Allah le veut. »

Plus tôt dans l'année, Galloway avait déclaré, « Mon opinion est que l'Amérique cherche un vrai changement, et seul Barack Obama le représente. »

Obama cherche à se présenter comme un opposant à la guerre en Irak, mais il a rejeté à plusieurs reprises ce qu'il appelle un « retrait précipité » des troupes - ce qui correspond à la notion de « calendrier artificiel » de Bush - en affirmant qu'il avait « toujours eu la conviction que nos troupes [devaient] être retirées d'une manière responsable » et que les troupes impliquées dans les opérations « contre-terroristes » devaient rester. En pratique, cela veut dire maintenir l'occupation indéfiniment.

Dans son discours du 4 juin devant le Comité des affaires publiques américano-israéliennes [*American Israel Public Affairs Comitee*, le principal lobby pro-israélien, ndt], tout en réitérant son soutien aux discussions diplomatiques avec l'Iran, Obama a dit, « Je garderai toujours la menace de l'action militaire en réserve pour défendre la sécurité et Israël, notre allié. »

Obama représente une section de l'élite dirigeante américaine qui a conclu qu'il fallait un changement important de discours et de personnel pour sauvegarder les intérêts de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et internationalement. Ces gens ne sont pas opposés aux actions militaires en elles-mêmes, ils considèrent plutôt la détermination bornée de l'administration Bush à obtenir une victoire militaire en Irak comme irréfléchie et désastreuse à long terme. Une présidence Obama ne représenterait pas une rupture fondamentale avec la politique de l'impérialisme américain, mais plutôt sa continuation sous une nouvelle forme.

La tentative d'empêcher et de restreindre une manifestation pacifique contre la guerre est rendue nécessaire en raison de l'absence totale de mandat démocratique pour les politiques menées par Brown et Blair avant lui. Elle a mené à des confrontations entre un grand nombre de policiers et certains manifestants, entraînant vingt-cinq arrestations et quelques blessures sérieuses. Deux rangées de barrières ont été érigées pour empêcher l'accès à Whitehall (siège du ministère de la Défense n.d.t.), défendu par plusieurs rangées de policiers et de fourgons anti-émeute.

Article original, WSWS, paru le 17 juin 2008.

*Copyright WSWS.*

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [Paul Mitchell](#), [WSWS](#), 2008

---

Articles Par : [Paul Mitchell](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)